



Dans ce numéro :

- **Un « sommet social » contre le « coût du travail », un sommet de dupes, vive la lutte contre le « coût des profits »**
- **Perte du triple A, la logique d'une crise...**
- **Emprunts toxiques, crise du crédit, les collectivités locales devant l'alternative : faire payer la population ou les banques**

Un « sommet social » contre le « coût du travail », un sommet de dupes, vive la lutte contre le « coût des profits »

La mobilisation pour la journée d'action du 18 janvier, appelée par la CGT, FSU et Solidaires, a été sans surprise très faible. Sans appel à la grève, comme le 13 décembre, beaucoup de salariés et même d'équipes syndicales n'ont pas voulu participer à ce bluff laissant croire que cette journée servirait à mettre Sarkozy « *sous la pression* » des salariés, alors que l'ensemble des confédérations acceptaient de participer au jeu de dupes de son sommet social.

Les objectifs de Sarkozy sur ce sommet étaient pourtant clairs et annoncés par une campagne tout azimut pour la baisse du « *coût du travail* », au nom de l'urgence de la lutte contre le chômage. Alors que la part des salaires ne fait que baisser depuis des années au profit de celle des actionnaires et du capital, tout est bon pour tenter de culpabiliser les travailleurs. Mais c'est bien au contraire le « *coût des profits* » qui tire toute la société en arrière, à l'image des entreprises du CAC 40 qui prévoient 87 milliards d'euros de bénéfice sur 2011 et comptent verser 37 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires : 31 % d'augmentation en 5 ans !

Quant à la perte du triple A du week-end dernier, elle pousse le gouvernement à accélérer son offensive, à l'image du ministre du travail, Bertrand, qui a déclaré : « *le sommet social est tout aussi indispensable qu'avant pour arrêter des mesures d'urgence de lutte contre le chômage, mais la nécessité de créer un choc de compétitivité s'est accrue* ».

Le « *choc de compétitivité* » que tente d'imposer Sarkozy n'a qu'un seul objectif, celui d'augmenter toujours plus la part des profits et des dividendes. En allant participer à ce sommet, les directions des grandes confédérations syndicales donnaient ainsi du crédit à ce soi-disant « *dialogue social* », comme si ce « *sommet de crise* » avait pour but de faire diminuer le chômage !

Face au tournant de l'austérité que veulent nous imposer les classes possédantes et le pouvoir, les directions syndicales n'ont aucune politique, aucun plan de riposte pour imposer les revendications du monde du travail par le rapport de force, pour construire une lutte d'ensemble. Pourtant, la colère est réelle dans les entreprises, face aux mesures d'austérité ou face à la démagogie de ces ministres qui traitent les salariés de fainéants. Le 18 janvier aurait pu servir à exprimer cette colère, en refusant d'aller participer à cette manœuvre de Sarkozy et en appelant à une journée de grève interprofessionnelle. Face à l'ampleur des attaques qui se préparent, il n'y a pas le choix.

Cette situation pèse lourdement sur les salariés, qui sont bien moins dans l'attente des élections que les directions syndicales elles-mêmes. Ainsi, on voit aujourd'hui une série de conflits locaux combatifs sur les salaires ou contre les licenciements, comme la grève du personnel de sécurité des aéroports en pleine période de congés de fin d'année ou

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

celle des ouvriers de la raffinerie de Petroplus contre la fermeture du site. La colère des ouvrières de Lejaby s'est également fait entendre, dès le lendemain de ce fameux « sommet social ». Alors que leur repreneur, un fond de pension italien, a décidé la fermeture du site d'Yssingeaux avec 255 licenciements à la clef, elles viennent de dénoncer dans une motion votée en AG : « *Les pouvoirs publics ont fait semblant de nous soutenir, nous ont menti, ont préféré les déclarations d'intention à l'action pour garder l'emploi (...) Notre lutte est le symbole de ce que subissent aujourd'hui les salariés. Nous refusons de baisser les bras* ».

Bien des travailleurs ne comptent que sur eux-mêmes, sur leurs propres luttes pour défendre leurs intérêts, sans grande illusion sur le gouvernement qui sortira des élections en 2012. Mais encore faut-il formuler, populariser une politique pour les luttes, pour les regrouper, leur donner un objectif et une perspective face à la politique de régression sociale menée par le gouvernement et le patronat. C'est bien une de nos tâches essentielle aujourd'hui, d'autant que la pression politique est forte pour soumettre les travailleurs aux mauvais coups.

Une campagne et des mesures pour imposer l'austérité durable

Ainsi, en préparation du sommet social, une campagne s'est déchainée pour réclamer la baisse du « *coût du travail* », l'allègement des « *charges patronales* », « l'assouplissement » du CDI,... tout cela, au nom de la lutte contre le chômage bien entendu. Chantage, culpabilisation, tout est bon pour imposer les reculs dont le patronat rêve depuis longtemps.

Dans ce concert sur commande, *L'Express* a ainsi expliqué : « *la sécurité des uns fait la précarité des autres : en effet, pour adapter malgré tout leur masse salariale à leur activité, les entreprises abusent des emplois précaires. (...) CDD, intérim ou demandeurs d'emploi ! Ces derniers "paient" donc pour les autres, fonctionnaires ou quasi-fonctionnaires, puisque les CDI de grands groupes sont rarement congédiés contre leur volonté et toujours confortablement dédommagés* »... La précarité, c'est la faute des salariés embauchés et pas des patrons qui mènent cette politique depuis des années pour diviser les travailleurs, les mettre en concurrence, contourner le code du travail et abaisser les salaires.

Dans la même veine, *Le Point* y est allé aussi de son couplet : « *il faut travailler et produire plus pour travailler tous. La protection des 9 millions d'employés du secteur public a pour contrepartie la constitution d'un sous-prolétariat de 6 millions d'exclus* »... Travailler plus pour rien, si ce n'est pour augmenter les bénéficiaires, alors que l'urgence, face aux dégâts du chômage, est bien de partager le travail entre tous.

S'appuyant sur une étude du cabinet COE-Rexode, proche du Medef, le Figaro titrait en gras : « *Les Français travaillent six semaines de moins que les Allemands* »... Qu'importe si les chiffres de ce cabinet sont plus que contestables, puisque le travail à temps partiel n'est même pas comptabilisé dans cette étude alors qu'il est bien plus important en Allemagne. Ce qui compte, c'est la culpabilisation pour délégitimer les droits des travailleurs et passer à l'offensive.

Du côté de la droite et des patrons, les « idées » ont fusé : certains ont proposé l'enterrement définitif des 35 heures, d'autres, comme Chatel, la suppression d'une des cinq semaines de congés payés. Morin et Villepin proposent de porter la durée légale du travail à 37 heures. Quant aux petits patrons de la CGPME, ils proposent la création d'un super CDD de 30 mois !

Cette campagne traduit le tournant politique de Sarkozy, qui a décidé d'axer sa campagne électorale sur le terrain même des mesures d'austérité, présentées comme incontournables, indépassables pour rembourser cette dette illégitime.

Lors de ses vœux, il a annoncé son intention d'imposer la TVA sociale, vieille revendication du Medef, en déclarant : « *Le financement de notre protection sociale (...) ne peut plus reposer principalement sur le travail, si facilement délocalisable. Il faut alléger la pression sur le travail* ».

C'est un véritable vol sur les salaires au bénéfice des patrons et des actionnaires. Les cotisations sociales ne sont pas une « *charge patronale* », mais une part socialisée des salaires, qui sert à assurer la santé, la retraite, les allocations familiales. Depuis les années 90, les gouvernements successifs l'ont attaquée par toute une politique d'exonérations, fusionnées avec la loi Fillon de 2003 pour tous les salaires allant jusqu'à 1,6 fois le SMIC. Aujourd'hui, les patrons récupèrent 26 % de leurs cotisations pour un salarié payé au SMIC. En 2010, le cadeau représentait 22 milliards.

Mais cela ne leur suffit pas, ils veulent aller encore plus loin en faisant payer de nouvelles exonérations par une augmentation de la TVA, impôt le plus injuste qui touche au même titre les classes populaires et les plus riches.

Lors de ce « sommet de crise », Sarkozy s'est même payé la tête des directions syndicales en ne discutant pas de l'essentiel, cette TVA sociale justement. Histoire de bien souligner qu'il prendra sa décision sans leur avis d'ici la fin janvier, il s'est borné à déclarer : « *Est-il normal que les entreprises financent notre politiques familiales ?* ». Supprimer cette partie des cotisations sociales qui finance les allocations familiales signifie un cadeau de près de 35 milliards d'euros dans les poches du patronat !

Sur cette question, la politique du « *dialogue social* » joue à plein, avec des directions syndicales se justifiant au lieu de se battre clairement contre cette politique de baisse du « *coût du travail* ». Chêrèque apporte même de l'eau au moulin du gouvernement en déclarant : « *On peut effectivement envisager une baisse des cotisations sur le travail, avec un transfert partiel sur la CSG, notamment pour le financement de la politique familiale* ».

Même la CGT, qui dénonce « *l'arnaque* » de la TVA sociale, se met à prôner la modulation des cotisations patronales, où

plus une société compterait de salariés par rapport à ses bénéficiaires, moins elle paierait de cotisations. Mais face au chômage, la solution n'est sûrement pas dans la baisse du « *coût de travail* » qui finira en fin de compte en dividendes pour les actionnaires, mais bien au contraire dans la lutte collective pour le partage du travail.

De même, face à la crise et aux fermetures d'entreprises, les syndicats présents à ce sommet ont comme seule politique de réclamer l'extension du chômage partiel. Un texte a même été signé en commun par les confédérations (sauf la CGT) et les syndicats patronaux, en fin de semaine dernière, pour réclamer la prolongation des accords de 2009. Même la CGT s'est mise à avancer des propositions sur ce terrain, en réclamant un financement par une augmentation de la part patronale, l'Etat et l'UNEDIC.

Sur cette question, le sommet s'est conclu par une réduction du délai pour obtenir l'accord de l'inspection du travail de 20 à 10 jours et des promesses sur la formation. Mailly s'est même félicité que l'Etat allait allouer 100 millions d'euros supplémentaires pour le chômage partiel. Mais ce système revient à introduire une flexibilité payée par l'argent public, comme le dénoncent par exemple des syndicalistes de l'automobile. A PSA Sochaux par exemple, la direction n'hésite pas à recourir, parfois en même temps, au chômage partiel et aux heures supplémentaires. Rien qu'en 2011, 240 000 heures de chômage partiel ont été totalisées sur cette usine, soit plus d'un million d'euros versés par l'Etat, sans tenir compte de celles versées par l'Unedic. Dans le même temps, les heures supplémentaires ont continué, avec les exonérations de cotisations patronales prévues par la loi TEPA !

Mais surtout, en discutant sur ce terrain, les directions syndicales ont ouvert une brèche que le Medef et le gouvernement comptent bien exploiter : les accords compétitivité-emploi. Revendication du Medef, il s'agit de permettre à l'employeur de se passer de l'autorisation individuelle de chaque salarié en cas d'accord prévoyant une baisse du salaire ou une augmentation du temps de travail non rémunéré. C'est une véritable arme pour la politique de chantage à l'emploi du patronat.

Pour justifier cette politique, le gouvernement s'appuie d'ailleurs sur la « représentativité », tant vantée par la CGT et la CFDT en 2008, en mettant en avant que maintenant, il peut y avoir des accords dérogatoires à la loi ou au contenu des accords de branche. Fillon veut ainsi « *donner les moyens aux partenaires sociaux d'adapter l'organisation du travail dans leurs entreprises aux évolutions extérieures* » !

Face au désaccord exprimé par les syndicats sur les accords compétitivité-emploi, ceux-ci n'ont pas été abordés lors du sommet. Mais ce n'est que partie remise et Parisot compte bien avoir enfoncé un coin, en déclarant à la sortie qu'il est ressorti un « *consensus sur l'activité partielle* » et un autre « *pour aborder la question de l'emploi en partant des besoins de l'entreprise* ».

Enfin, cerise sur le gâteau si on peut dire, Mailly comme Chérèque se sont même félicités de l'annonce de 1000 postes supplémentaires à Pôle emploi... postes en CDD alors que la direction a prévu cette année d'en supprimer 1 800 !

Faute d'une politique offensive face à la crise et à l'austérité, qui affirme le refus de payer leur crise, l'exigence de l'interdiction des licenciements, de l'arrêt des contrats précaires, ce sont le gouvernement et le patronat qui prennent l'offensive face à des directions syndicales toujours engluées dans le « dialogue social ».

Une politique pour les luttes, contre l'austérité de droite ou de gauche

Ainsi, les directions syndicales semblent attendre avant tout l'alternance de 2012, comme en ont témoigné les rencontres avec Hollande la semaine dernière. Celui-ci a reçu l'ensemble des syndicats à son QG de campagne, très préoccupés pour certains de se positionner comme interlocuteur privilégié en cas de victoire du PS.

La CFDT par exemple, a déjà participé à l'élaboration du programme du PS sur les retraites et l'équipe de campagne de Hollande compte même un ancien n° 2 de la CFDT dans ses rangs. Thibault ne veut pas être en reste non plus et la délégation de la CGT a été longuement reçue, mais est restée pour le moins silencieuse sur toute une série de positionnements du candidat du PS. Et pourtant, il y a de quoi dire sur ses promesses et ses revirements.

Sur les retraites, après que le PS ait clamé qu'il reviendrait sur la loi Sarkozy-Woerth l'année dernière, Hollande parle maintenant de rétablir le droit de partir à 60 ans pour ceux qui ont leurs trimestres seulement. Le reste, la pénibilité, la décote, « *ce sera dans la négociation* ». De même, ses « *contrats génération* » prévus pour un jeune de moins de 30 ans et un senior de plus de 55 ans, sont encore une fois de plus des aides pour les patrons et autant de manque à gagner pour les services publics et les besoins de la population. Dans son projet initial, il évoque le chiffre de 2 000 euros par mois d'aides de l'Etat pour toute la durée du contrat ! Quant à sa promesse de 60 000 postes supplémentaires dans l'Education, Cahuzac, responsable des questions budgétaires dans l'équipe de Hollande, vient d'expliquer qu'ils proviendraient d'un redéploiement au sein de la fonction publique et non d'une création nette.

Malgré cela, Thibault est sorti satisfait, disant même qu'il n'était pas opposé au contrat de génération, « *dès lors qu'on n'est pas dans les principes antérieurs qui consisteraient à offrir d'autres aides financières aux entreprises* »... C'est pourtant bien le but de la manœuvre.

En fait, toutes les directions syndicales sont surtout séduites par la chanson que leur chante Hollande sur l'air connu du « dialogue social » : « *Aucun projet de loi, aucune proposition de loi, ne pourrait venir en débat au Parlement sans qu'il y ait eu au*

préalable une phase de concertation lorsque le sujet porte sur les questions sociales. (...) C'est une logique de coproduction qui s'écarte de la logique de convocation qui a été la règle depuis maintenant cinq ans ».

Fait révélateur d'ailleurs, Hollande n'est intervenu que sur la forme du « sommet de crise » de Sarkozy et pas sur sa politique d'austérité qu'il partage quant au fond, en déclarant : « *Ce que je peux dire, c'est que leur sommet est improvisé, leur méthode chaotique. On ne met pas en place une telle réforme à quelques semaines d'une élection aussi importante* ».

Il n'y a rien à attendre de l'alternance pour les couches populaires confrontées à la crise. « *Coproduction* » pour quelle politique ? Celle du remboursement de la dette illégitime ? Celle de l'austérité de gauche qui a été menée par la gauche social-libérale en Espagne, au Portugal, en Grèce ? C'est pourtant bien le fond du problème.

C'est sur un tout autre terrain que se joue le sort des travailleurs et cela sans attendre, car c'est aujourd'hui que l'offensive s'accélère. Mais cela signifie formuler une politique pour les luttes, qui cherche à modifier le rapport de force, qui fasse de la question sociale la question politique essentielle.

Face à l'ampleur de la crise, le refus des mesures d'austérité et la question de l'illégitimité de la dette sont profondément liés. Refuser le vol de la TVA antisociale, lutter pour les augmentations de salaires, contre la précarité qui se développe dans les entreprises, contre les licenciements, signifie aujourd'hui poser les revendications sociales à un niveau politique. Le monde du travail a besoin d'un programme pour ses luttes, qui parte des besoins immédiats, de l'urgence face au développement de la crise, mais qui pose également l'exigence de l'annulation de la dette et de la création d'un monopole bancaire sous le contrôle de la population et des salariés des banques, face au parasitisme de la finance. Oui, le mouvement social doit poser ouvertement la question de qui dirige, face à cette infime minorité de privilégiés, ces 1 % qui tirent les 99 % vers la régression sociale.

Face à une situation politique qui pèse lourd sur la conscience des travailleurs, il nous faut redonner confiance dans la lutte collective, dans les armes de la lutte de classe, en commençant par tisser des liens entre équipes militantes, par organiser la solidarité quand des conflits locaux éclatent, etc.

Mais il nous faut aussi nous battre sur le plan politique, affirmer un programme pour les luttes, répondant à la crise actuelle. C'est le sens même de notre campagne pour les élections présidentielles, formuler une politique pour la contre-offensive.

Laurent Delage

Au sommaire

Perte du triple A, la logique d'une crise...

Depuis des semaines, face à la menace d'une dégradation de la note financière de l'État, Sarkozy avait fait du maintien du triple A, élevé au titre de « *trésor national* », un argument massue pour justifier ses plans de rigueur. Il s'agissait de tout faire pour éviter une dégradation qui aurait conduit à une augmentation des taux des futures émissions de dette publique, l'entrée dans le cercle vicieux de l'endettement... comme si ça n'était pas déjà le cas !

Mais rien n'y a fait... Vendredi 15, la nouvelle tombait : Standard & Poor's, une de trois principales agences de notation, annonçait le passage de AAA à AA+ pour la France, ainsi que la dégradation de huit autres pays de la zone européenne, suivies peu après de celle du FESF, puis de certaines entreprises publiques dont EDF, RTE (Réseau de Transport Électrique, filiale d'EDF chargée de la construction et de l'entretien des lignes) et la SNCF. Les deux autres agences, Moody's et Fitch, conservent le triple AAA pour la France, mais l'accompagnent d'un avertissement « négatif ».

La nouvelle n'a cependant pas déclenché le « tsunami » annoncé par certains : il n'y a pas eu d'effondrement boursier, ni d'augmentation des taux pour les emprunts d'État qui viennent d'avoir lieu... Une des raisons en est certainement que les taux demandés à l'État français étaient déjà bien supérieurs à ceux demandés à l'État allemand, malgré une note identique. Une dégradation implicite s'était déjà réalisée, que ne fait que confirmer formellement la décision de Standard & Poor's.

Quoi qu'il en soit, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, Sarkozy et le gouvernement minimisent maintenant l'importance de cette dégradation... sans oublier cependant de l'utiliser comme prétexte pour leurs « réformes » à venir. Occasion toute trouvée, le « sommet social » devenu « sommet de crise » de mercredi 18 : pour Fillon, « *La décision de Standard & Poor's rend ce rendez-vous plus pertinent que jamais. Il faut faire maintenant les réformes de compétitivité* »...

Chacun a pu en évaluer les résultats : sous prétexte de lutte pour l'emploi, c'est un nouvel étalage de cadeaux au patronat, un pas de plus dans cette politique de régression sociale qui, pour sauver les profits de quelques uns, nourrit la crise et conduit à la récession.

« Dégradation d'une politique » ?

Hollande, prenant les choses de haut comme il sied à un postulant au poste suprême de l'État, a déclaré : « *C'est une*

politique qui a été dégradée, pas la France ! » « Nicolas Sarkozy avait fait de la conservation du triple A un objectif de sa politique et même une obligation pour son gouvernement. C'est ainsi qu'avaient été justifiés pas moins de deux plans de rigueur en quatre mois. Cette bataille, et je le regrette, a été perdue ».

Si Hollande reproche quelque chose à Sarkozy, ça n'est pas sa soumission aux diktats des marchés et des agences de notation, c'est de s'y être mal pris... Il regrette que la bataille pour le maintien du triple A ait été perdue... Il se place sur le même terrain que Sarkozy, trouver des solutions pour « rassurer les marchés », pour « diminuer les déficits »... et prétend simplement pouvoir le faire de façon plus équitable. C'est du bluff.

Ce qui est en cause dans cette affaire de dégradation, ça n'est pas la capacité de tel ou tel gouvernement à mettre en œuvre des politiques capables de « réduire les déficits », c'est le fait que les politiques menées depuis des mois sous ce faux prétexte débouchent aujourd'hui sur une nouvelle aggravation de la crise européenne et la perspective d'une propagation de cette crise à l'échelle mondiale.

Selon *La Tribune* du 16, « L'annonce de l'agence de notation bouleverse le déjà fragile équilibre européen alors que le spectre d'un défaut de la Grèce, engluée dans ses négociations avec les banques, refait surface. Tous les ingrédients du cocktail explosif européen semblent ainsi à nouveau réunis. Standard & Poor's signale maintenant sans ambages que le principal risque n'est pas tant en soi la hausse des déficits et de la dette publics mais l'absence de croissance économique dans la zone euro ».

Ce que précise Standard & Poor's dans les communiqués qui accompagnent les annonces de dégradation : « Un processus de réformes fondé sur le seul versant de l'austérité budgétaire risque de se vouer lui-même à l'échec, la demande intérieure chutant parallèlement aux inquiétudes croissantes des consommateurs sur la sécurité de leur emploi et de leurs revenus, minant les recettes fiscales des pays » ...

« Une crise économique et financière plus grave que nous ne l'envisageons actuellement pourrait également conduire à un accroissement des tensions au sein du système bancaire européen, susceptible d'entraîner des dépenses supplémentaires pour les États induites par des programmes de recapitalisation ou de sauvetage de banques.

De plus, nous pensons que le risque de lassitude à l'égard des réformes pourrait s'accroître, en particulier dans les pays où la récession a été forte et où les perspectives de croissance demeurent moroses. Ceci pourrait éventuellement rendre les orientations politiques moins prévisibles, et donc nous conduire à baisser le score « politique et institutionnel » de ces pays »...

C'est Standard & Poor's qui le dit : la politique menée par les États européens pour sauver leur note conduit à la récession, accentue la crise économique et financière, alimente la contestation sociale et la crise politique... Et c'est pourquoi elle dégrade les pays qui sont les plus menacés par les conséquences d'une politique dont elle a contribué à fixer les règles !

Elle ferme ainsi un cercle aussi vicieux que celui de la crise qui frappe l'Europe et commence à se propager à l'ensemble de la planète.

Selon un rapport récent, la Banque mondiale revoit à la baisse ses prévisions pour 2012 : une croissance de 5,4 % pour les pays en développement et de 1,4 % pour les « pays à revenu élevé » (-0,3 %, la récession, pour la zone euro), contre respectivement 6,2 % et 2,7 % (1,8 % pour la zone euro) selon ses estimations du mois de juin. Ce ralentissement de la croissance est déjà perceptible dans le fléchissement des échanges mondiaux : alors que leur augmentation en 2010 était de 12,4 %, elle s'est réduite à 6,6 % en 2011 et ne devrait pas dépasser 4,7 % en 2012.

Quant à la crise européenne de la dette, elle connaît un nouvel accès de fièvre, dont la manifestation n'est pas tant dans la vague de dégradations que dans le fait que la Grèce se trouve à nouveau au bord d'une faillite qui pourrait être le signal déclencheur d'un effondrement financier en cascade.

« Le risque grec revient en force sur la scène européenne »

(La Tribune, mercredi 18)

La crise européenne de la dette a commencé en Grèce en mai 2010. Depuis, le « sauvetage » de la Grèce a fait l'objet de nombreux sommets au cours desquels les dirigeants européens, la BCE et le FMI ont concocté toute une série de plans. Dernier en date, celui du 27 octobre, à l'issue duquel Sarkozy s'était vanté d'avoir sauvé, avec Merkel, l'Europe et même le monde, d'une nouvelle catastrophe financière...

Hélas ! Le bluff, déjà bien fatigué, se dégonfle totalement aujourd'hui : la Grèce est à nouveau au bord du défaut de paiement, alors que la mise en œuvre du plan du 27 octobre menace d'aboutir à une impasse.

Une nouvelle grève contre les plans d'austérité a accueilli mardi les représentants de la « troïka » (UE, BCE, FMI) venus contrôler la mise en œuvre des mesures antisociales imposées au gouvernement grec pour qu'il puisse recevoir la prochaine aide de 130 milliards d'euros. A défaut de percevoir cette aide, l'État grec sera dans l'incapacité de payer les fonctionnaires, les retraites, etc. et d'assurer le paiement, le 20 mars, de la prochaine échéance de sa dette : 14,5 milliards d'euros.

Autre volet du plan du 27 octobre, les créanciers privés de la dette grecque s'étaient engagés à réduire « volontairement » de 50 % le montant de leurs créances. Les négociations pour mettre en place des modalités pratiques

de cette décote sont en cours actuellement. Leur succès est une autre des conditions imposées à l'État grec par la « troïka » pour que l'aide de 130 milliards soit débloquée.

Dans ces négociations « s'affrontent » les représentants de l'oligarchie financière -un lobby intitulé Institut de la finance internationale (IIF)- et ceux du gouvernement de Papademos. Le processus prévu pour la réduction consiste à échanger progressivement -d'ici 2020- les titres détenus par les banques par des titres de valeur inférieure et pour lesquels il s'agit de définir un taux d'intérêt. Les banques demandent un taux de 5 % pour ces nouveaux titres alors que l'État voudrait le limiter à 3% - pour des emprunts à trente ans portant sur les dizaines de milliards, la différence est de taille...- ; d'autre part les dirigeants grecs estiment aujourd'hui insuffisante, du fait de la dégradation économique du pays, la décote de 50 % envisagée en octobre pour atteindre l'objectif de réduction des déficits fixé par le plan, ce dont ne veulent pas entendre parler les banques.

Par ailleurs, tous les créanciers privés ne sont pas « volontaires ». La chute de la valeur des titres a attisé les appétits de fonds spéculatifs -hedge fund- qui ont profité des prix bas pour acheter de la dette à court terme, tout en s'assurant contre les pertes éventuelles. Ils n'ont du coup aucun intérêt à participer à l'opération de décote et attendent un nouveau plan de secours des États qui leur permettra de ramasser leur mise avec bénéfice. Et si ce plan ne vient pas, et en cas de défaut constaté de la Grèce, l'assurance devrait compenser largement les pertes relatives à l'effondrement des titres.

Enfin, les banques privées demandent la BCE de bien vouloir elle aussi participer à l'opération de décote... C'est que, conformément aux décisions prises lors du premier plan de sauvetage de la Grèce, en 2010, la BCE a racheté aux banques tous les titres toxiques dont elles voulaient se débarrasser. Le résultat, c'est qu'avec 40 % du total des titres de la dette grecque dans ses coffres, la BCE en est devenue au fil des mois le premier créancier. Et ces mêmes banques qui ont été renflouées généreusement par la banque centrale, soulagées d'une bonne partie de leurs titres pourris, lui demandent maintenant, en toute logique, de poursuivre cette politique, en prenant sa part de la décote. C'est dans l'ordre des choses du monde de la finance... L'oligarchie financière entend bien perdre le moins d'argent possible et faire porter au maximum les frais de l'opération sur la banque centrale et les États, c'est-à-dire les contribuables, les populations.

Cela met aussi en évidence ce que « *sauvetage de la Grèce* » veut dire dans la bouche de Sarkozy, Merkel, Lagarde et autres Barroso. Tout un volet des plans d'aides a consisté en prêts directs des autres États européens et du FMI à la Grèce, moyennant bien évidemment intérêts. L'argent ainsi prêté venait d'emprunts réalisés sur les marchés obligataires par les États et le FMI. Avec un petit bénéfice au passage, les intérêts versés au titre des emprunts étant inférieurs à ceux qui leur sont versés par la Grèce... La BCE, qui n'a pas le droit de prêter directement de l'argent aux États, rachetait sur le marché secondaire des titres devenus invendables. Ainsi, la « troïka » est devenu un intermédiaire entre les marchés financiers et l'État grec, des créanciers qui entendent bien récupérer intérêts et principal. Ou du moins ce qui leur sera possible...

Les négociations entre les banques et le gouvernement grec ont été rompues vendredi 13 pour reprendre mercredi 18 dans la soirée. Il s'agissait, selon le représentant des banquiers, de se donner le temps d'« *une réflexion sur les bénéfices d'une approche volontaire* »... autrement dit, certainement, le temps d'évaluer les conséquences de telle ou telle option dans ces négociations du point de vue des intérêts des créanciers privés. Une de ces options pouvant être de laisser la Grèce faire faillite malgré le risque d'effet domino que cela représente pour l'ensemble du système financier.

Il est impossible de faire, dans cet « affrontement » entre complices d'une même politique, la part de ce qui relève d'un véritable conflit dans la répartition de frais généraux incontournables et de ce qui relève d'une comédie destinée à tromper le bon peuple. D'après *Les Echos* du 19, « *La Grèce et ses créanciers ont repris leurs négociations, mercredi, dans un climat d'optimisme croissant quant à leur capacité à sortir de l'impasse pour conclure un accord d'échange de dette permettant à Athènes d'éviter un défaut de paiement.* »... Mais le FMI se prépare à faire face à toute éventualité, en levant 600 milliards de dollars (468 milliards d'euros) de ressources financières supplémentaires pour pouvoir prêter « *aux pays souffrant des retombées de la crise de la dette* »... en clair pour venir au secours des banques, tenter d'éviter que la faillite de la Grèce ne devienne effective.

De quoi donner raison au responsable pour l'agence Standard & Poor's des dettes publiques européennes qui écrivait récemment : « *Ils sont au bord du précipice et un défaut désordonné aurait des répercussions sur d'autres pays mais les dirigeants politiques feront tout pour éviter cela. (...) La partie n'est pas finie* »... Le problème, comme le dit par ailleurs Standard & Poor's, c'est que la façon dont « *les dirigeants politiques feront tout pour éviter cela* » aggravera nécessairement la crise de la dette, la récession et la contestation sociale.

Si « *la partie n'est pas finie* », il est plus qu'urgent d'en changer les règles !

Rompre le cercle vicieux de la logique des marchés

Quoi que craigne Standard & Poor's, c'est bien dans la « *lassitude l'égard des réformes* » que réside la seule issue possible à la crise. Selon un professeur d'économie de l'université d'Athènes, « *Depuis mai 2010, les autorités européennes - et le gouvernement grec - considèrent que plus la situation de l'économie grecque est perçue comme critique, plus les mesures d'austérité seront facilement acceptées...* »...

Cette « théorie » fumeuse a été dès le début mise en défaut par les travailleurs grecs, qui ont accueilli tous les plans d'austérité par les grèves et les manifestations. Au cours de la période d'accalmie qui a suivi la démission de Papandréou et la mise en place du gouvernement d'union nationale de Papademos, la colère n'a pas cessé de grandir. Le président de la République et d'autres personnalités politiques ont été prises à partie par la foule lors de la célébration d'une fête religieuse, le 6 janvier. L'archevêque d'Athènes a subi le même sort, parce que l'Église ne paie pratiquement pas d'impôts, tout comme les armateurs... Et c'est à nouveau par la grève et les manifestations que la troïka venue contrôler la bonne exécution de ses plans d'austérité a été accueillie mardi 17 janvier.

Encore une fois, les travailleurs grecs montrent la seule voie possible pour en finir avec la « partie » que nous imposent les financiers et leurs serviteurs. Pas d'autre solution que nos luttes pour leur faire remballer leurs plans d'austérité, pour exiger la fin de la casse des services publics, la répartition du travail entre tous, des salaires décents...

Pas d'autre solution que notre organisation collective pour imposer un audit sur cette dette publique au nom de laquelle les plans de rigueur succèdent aux plans de rigueur et qui conduit l'économie mondiale dans le mur. Cette dette n'est qu'une façon, pour les États, de détourner une part toujours plus importantes des ressources collectives vers les coffres des banques et des fonds d'investissements. Elle est illégitime, elle doit être annulée. Mettre fin au diktat des marchés, à la spéculation exige l'expropriation des banques, leur regroupement dans un grand pôle public bancaire, placé sous le contrôle de la population, finançant les activités nécessaires à la satisfaction des besoins de l'ensemble de la société. Ce contrôle sur le système financier et la production exige un nouveau pouvoir, une nouvelle et réelle démocratie, celle des travailleurs, s'appuyant sur les organisations construites à travers les luttes.

Ce processus n'est pas une vision utopique, il porté par la situation sociale et politique. Et cela à l'échelle de toute l'Europe, ouvrant la perspective de la fin de l'Europe des banques, de la faillite et de l'austérité, la perspective d'une Europe démocratique des travailleurs et des peuples.

Daniel Minvielle

Au sommaire

Emprunts toxiques, crise du crédit... les collectivités locales devant l'alternative : faire payer la population ou les banques

Les communes, les départements et les régions sont frappés de plein fouet par la crise du crédit. Sur les 16 à 18 milliards d'emprunts initialement prévus dans leurs budgets pour financer les projets en cours, l'AMF (association des maires de France) vient d'estimer qu'il manque au bas mot 10 milliards d'euros.

Les fonds exceptionnels débloqués par la Caisse des dépôts et consignation (CDC) à la demande de l'Etat n'ont permis de pallier qu'à l'urgence. Quant aux négociations en vue d'une nouvelle structure publique de financement qui devrait associer la Banque postale et la CDC, initialement annoncée pour courant 2012, elles semblent bien mal engagées.

Les banques, elles, rechignent désormais à prêter aux collectivités territoriales... après les avoir utilisées pendant des années comme vaches à lait. A la recherche fébrile de placements auprès de ceux qu'elles considéraient « bon payeurs », et profitant de la crédulité ou de l'absence de scrupules d'élus, elles ont jusqu'à peu fait le siège des mairies petites et grandes, des départements et régions, pour placer à grand renfort de boniments des emprunts « à risques » indexés sur le yen, sur le franc suisse ou sur des indices obscurs. Le scandale, dénoncé par une poignée d'élus jusqu'alors, vient d'être mis en lumière par une commission d'enquête parlementaire. Ainsi devenues « à risque », les collectivités n'obtiennent plus de prêts.

Face à cette double crise, nombre de collectivités publiques sont aujourd'hui dos au mur, contraintes de remettre en cause des investissements, ne pouvant par ailleurs faire face aux dépenses sociales courantes alors que les lois de décentralisation des différents gouvernements depuis les années 80 font peser sur elles des « compétences » auparavant assumées par l'Etat. Les collectivités territoriales ont ainsi pris en charge l'an passé 25 % des dépenses d'Education selon les chiffres que vient de publier le ministère, contre moins de 10 % en 1980. Pour le primaire, les municipalités ont payé 37 % des dépenses. Tandis que départements et régions se sont progressivement vus attribuer le financement de l'apprentissage, du transport scolaire, le fonctionnement et l'équipement des collèges et lycées, la formation des travailleurs sociaux, etc.

Qu'importe, lors de ses vœux aux parlementaires, le 11 janvier, Sarkozy a appelé à ce qu'aucune collectivité publique ne soit « exonérée des efforts de maîtrise des déficits », annonçant un « sommet » des collectivités locales sur les déficits. « J'ai la conviction que, dans la situation actuelle, un dialogue républicain, responsable et raisonnable est possible » a-t-il assuré, citant à loisir les propos du président de la Cour des comptes, le socialiste Didier Migaud, pour qui une « réelle maîtrise de la dépense locale passe sûrement par une gestion plus rigoureuse des effectifs de la fonction publique territoriale »...

Et en effet, les élus locaux n'ont d'autre alternative aujourd'hui que de réduire les budgets du personnel et les dépenses sociales tout en augmentant les impôts locaux... ou de remettre en cause cette logique, d'entrer en résistance et refuser de faire payer la crise par la population et les plus pauvres.

Quand des parlementaires PS ou UMP demandent la levée du secret bancaire... très ponctuellement

Face au « mur des banques », après des mois de silence des pouvoirs publics et des rapports très partiels de la Cour des comptes, Bartolone, député PS et président du conseil général de Seine St Denis lui-même victime d'emprunts toxiques, a fini par demander la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire sur « les produits financiers à risque souscrits par les acteurs locaux ». Votée à l'unanimité du Parlement en juin, composée de toutes les sensibilités, elle a remis son rapport le mois dernier, révélant l'ampleur de la supercherie et des conséquences pour les collectivités qui ont succombé aux sirènes de Dexia et consorts.

« Je me félicite du travail consensuel qui a pu être mené par notre commission d'enquête. Celle-ci a pu obtenir toutes les informations nécessaires [...] sans que l'on oppose le secret bancaire à la recherche de la vérité » s'est réjoui Bartolone. « J'ai obtenu que les sept établissements de crédit actifs sur le marché des prêts au secteur local lèvent le secret bancaire : j'ai pu me faire communiquer les montants et les caractéristiques des 10 690 contrats de prêts souscrits par des acteurs publics locaux » a renchéri Jean-Pierre Gorges, rapporteur de la commission (droite).

Il est presque cocasse d'entendre les parlementaires PS ou UMP, fort respectueux de l'économie de marché, de la concurrence libre et non faussée et de « l'ordre » capitaliste... se prévaloir d'avoir imposé, le temps d'une enquête, la levée d'un coin du secret bancaire. Mais le début du problème est bien là... : chercher une issue à la crise demandera, et à une toute autre échelle, l'abolition du secret bancaire, une transparence totale des comptes. On en est bien loin, mais ce très léger entrebâillement de la porte des banques a permis des constats sans appel qu'elles niaient jusqu'alors, dans l'indifférence complice des pouvoirs publics.

Le rapport révèle qu'au second semestre 2011, l'encours des emprunts à risque placés à des collectivités locales françaises, des hôpitaux et des organismes de logement social était de 18,828 milliards d'euros, dont 15,787 milliards de « très risqués », soit respectivement près de 60 % et près de 50 % du total des emprunts. « Le surcoût s'établirait à 730 millions d'euros par an pour l'ensemble des acteurs publics locaux, en cas de forte dégradation des paramètres de marché » précise le rapport.

Les banques ont ainsi placé 10 688 contrats de prêts « structurés », dont personne ne contrôle l'évolution des taux. 8 968 d'entre eux concernent des communes dont les élus ont fait pendant des années l'objet de démarchages intensifs, en particulier de Dexia qui bénéficiait de son statut d'ancienne banque publique, interlocuteur privilégié des collectivités.

Dexia : le hold-up d'une banque privée sur les crédits publics

Dexia est née de la privatisation par le gouvernement Chirac, en 1987, de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales, organisme public qui assurait le crédit aux collectivités territoriales. C'est le gouvernement Rocard qui, en 1991, décide de son introduction sur le marché financier avant qu'elle fusionne, en 1997, avec le Crédit communal de Belgique. Une affaire juteuse pour les actionnaires : ses bénéfices déclarés entre 2000 et 2009 dépasseront 14 milliards d'euros.

Jouant de son passé « public » et de la confiance ainsi acquise, elle a placé des prêts à taux variable camouflés sous des appellations telles que... « Tofix ». Après des taux d'appels bas les premières années, ces emprunts ont aujourd'hui atteint des taux exorbitants que le journal *Libération* a rendus publics en fin d'année.

Si cette politique a conduit Dexia à la faillite, les intérêts de ses gros actionnaires ne sont guère inquiétés puisqu'après avoir bénéficié de l'intervention sonnante et rébuchante des États belge et français lors de la crise financière de 2008, ces derniers ont remis la main à la poche pour financer son démantèlement. Mais les dettes de ceux qui se sont laissés piéger par les pratiques de Dexia sont bel et bien là. Des titres de dette que Dexia a au cours du temps revendus à d'autres banques, françaises ou étrangères, qui n'ont aujourd'hui nullement l'intention de négocier...

« Si je refuse de payer, la loi est claire : il revient au préfet et donc au ministère de me dire ce que je dois faire. On verra s'ils m'obligent à payer les banques » explique le maire PS de Saint-Etienne qui a trouvé, en arrivant en 2008 à la mairie, 270 millions d'emprunts toxiques dont certains vont jusqu'en... 2040. D'autres, comme le maire de Saint-Nazaire ou des maires de petites communes, ont porté plainte contre Dexia et refusent de payer en attendant le jugement d'ici plusieurs années.

Face à l'appel aux efforts partagés... le refus de payer !

Certains élus ont appelé le gouvernement à la mise en place d'une « structure de défaisance, garantie par l'État, qui aurait pour tâche de reprendre la totalité de l'encours de produits structurés détenu par les acteurs publics locaux pour leur proposer en remplacement des prêts classiques ». Ce que certains appellent une « bad bank » publique rachetant les titres de dette pourris, garantissant ainsi le paiement rubis sur ongle aux banques avec l'argent public... comme les États savent si bien faire !

La commission parlementaire en appelle elle à une autre « solution » : « *un effort des banques, des acteurs locaux et de l'État pour apurer l'encours existant des emprunts structurés porteurs de risques avérés ou susceptibles de se révéler dans un terme proche* »... Un « effort partagé » en quelque sorte, entre escrocs et victimes.

La situation est de moins en moins tenable pour les populations, qui payent de multiples façons. Car emprunts « toxiques » ou non, la plupart des communes doivent faire face à la dette, à la baisse des subventions de l'État, à la crise du crédit.

Les budgets des communes pour 2012 prévoient quasiment tous la hausse des impôts locaux, seule marge de manœuvre qu'elles envisagent pour faire rentrer des recettes. Côté dépenses, l'heure est à la baisse des budgets de fonctionnement, qui comprennent les salaires des personnels territoriaux, les budgets sociaux, les subventions aux associations, aux CCAS, aux centres sociaux, les actions pour l'enfance et la jeunesse, etc...

Mais pourtant la plupart des maires des grandes villes, les présidents de régions ou de conseils départementaux entendent maintenir des budgets d'investissement élevés. Tous en sont à deux ans de la fin de leur mandat et beaucoup veulent pouvoir se targuer de « grandes réalisations »... Et ils mettent en avant le rôle économique de premier investisseur local des collectivités territoriales, prétendant à l'instar de tous les gouvernements « relancer l'économie » grâce à la commande publique avec des investissements parfois fastueux, grands stades, bâtiments publics rutilants, LGV, infrastructures routières, etc. Indépendamment des besoins et des souhaits des populations, en particulier des plus pauvres, qui n'ont d'autre moyen de faire entendre leur voix que leur mobilisation.

Quels que soient les niveaux de pouvoir, du local au national, nombre d'élus sont pris dans une même logique, dans une même fuite en avant alors que le refus de payer la dette, loin d'être un mot d'ordre propagandiste, prend chaque jour un contenu plus concret.

Urgence démocratique

L'évolution de la crise, son emballement, l'impuissance des gouvernants illustrent chaque jour l'évidence : c'est à la population, au monde du travail, aux sans-voix de prendre les affaires en main, non seulement en exerçant leur pression sur les élus chaque fois que c'est possible, mais en s'organisant pour affirmer et imposer leurs priorités, leurs exigences, par leur propre mobilisation et organisation.

C'est ce que portent les militants NPA élus dans les conseils municipaux, comme tous les militants qui au quotidien dans les quartiers, les entreprises, les syndicats, tous les cadres collectifs de mobilisation, essaient d'aider au débat démocratique, à l'organisation, à la rencontre et à l'unité des luttes, des résistances.

Isabelle Ufferte

Au sommaire